

## **Réponse à la consultation publique relative à l'accès au génie civil de France Télécom**

### **REPONSE N° 1 :**

Intercable Réunion SAS (ICR) est en accord avec la démarche générale retenue. Les offres LGC-DPR et LGC-ZAC ne permettant pas l'accès aux adductions, leur possibilité d'utilisation est relativement limitée.

Intercable Réunion SAS (ICR) construit et exploite son réseau très haut débit sur le territoire de l'île de la Réunion, et a pour projet de couvrir 80% de l'île. ICR estime être en mesure de réaliser 40% de ses déploiements en aérien, soit par l'utilisation des infrastructures EDF-SIDELEC par le biais d'une convention tripartite, soit en installant ses propres poteaux.

Sur les zones sur lesquelles ICR s'est déployée à ce jour, le déploiement en aérien représente environ 80% du déploiement. France Télécom ne propose pas d'offre de location d'infrastructures aériennes, malgré nos demandes répétées.

Pour les déploiements prévus en souterrain, l'offre de location de GC FTTx semble, à priori, nous permettre de pouvoir réaliser les déploiements envisagés.

### **REPONSE N° 2 :**

Pas de commentaires.

### **REPONSE N°3 :**

Pas de commentaires.

### **REPONSE N°4 :**

Pas de commentaires. ICR envisage de déployer environ jusqu'à 425 km par an pour les 4 prochaines années, et a aujourd'hui déployé 500 km de câble.

### **REPONSE N°5 :**

ICR est favorable à la méthode de calcul des coûts basée sur le volume du câble utilisé. C'est la méthode la plus appropriée pour assurer la pérennité de l'espace disponible et obliger les opérateurs à utiliser les diamètres de fibres optiques les plus petits sur le marché.

Volume/ diamètre des fibres utilisées par ICR :

12 fibres : 3.9 mm

24 fibres : 4.2

72 fibres : 5.4

96 fibres : 6.4

144 fibres : 8.1

192 fibres : 8.5

288 fibres : 10.4

#### REPONSE N°6

La méthode d'allocation au nombre d'accès commercialisé engendre une gestion extrêmement lourde : il est difficile d'avoir de la visibilité sur le nombre d'abonnements qui seront vendus, et de réaliser une étude de rentabilité sur cette base sur une zone spécifique.

Dans tous les cas, si cette méthode devait être retenue, il serait judicieux de ne facturer l'opérateur qu'à compter de la mise en opération du réseau, et ainsi attendre que le réseau génère des revenus

#### REPONSE N°7 :

ICR privilégie l'allocation aux volumes efficaces.

#### REPONSE N°8 :

ICR est favorable à la tarification au volume du câble.

La tarification au nombre d'accès Fttx ne permet pas de visibilité sur le nombre de clients réels, et engendre un suivi et contrôle complexe.

#### REPONSE N°9 :

Au sens d'ICR, un opérateur choisissant un mode de déploiement PON entraînant un faible encombrement des infrastructures de génie civil, ne doit pas avoir à subir le surcoût causé par l'encombrement d'une technologie plus « encombrante » choisie par un autre opérateur (type Point-à-point). Chose certaine, peu importe la technologie choisie, la tarification aux volumes oblige les opérateurs à utiliser des technologies dites « micro-fibres », alors qu'une tarification basée sur la longueur n'incite aucunement les opérateurs à préserver les volumes disponibles dans les infrastructures, ce qui pourrait saturer les fourreaux. Les réseaux coaxiaux, bien que pouvant fournir du très haut débit, ne sont pas priorités principalement pour les volumes qu'ils occupent.

#### REPONSE N°10 :

Pour ce qui concerne l'Ile de la Réunion, il n'existe aucune zone dense, telle que définie à ce jour par l'ARCEP.

Dans les zones « plus denses », le coût de l'accès aux fourreaux peut être plus conséquent, eu égard à la plus grande rentabilité sur ces zones, et ce malgré le coût également plus élevé du déploiement en lui-même (plus de pose de pièces passives etc).

#### REPONSE N° 11 :

A la Réunion, au regard de la géographie, densité et démographie locale, la probabilité de voir d'autres opérateurs se déployer est faible.

Il existe très peu de déploiement alternatif possible aux infrastructures souterraines de FT : les collectivités ont conservé l'habitude de rétrocéder leurs infrastructures à FT, et la Région a développé des infrastructures de transport, mais non de distribution.

#### REPONSE N° 12 :

Pas de commentaires.

REPONSE N°13 :

ICR est d'accord avec le processus de désaturation proposé au a).

REPONSE N°14 :

Pas de commentaires